

Numéro 12 - 29 février 2020

**Appuyons les Wet'suwet'en! La force ne fait pas le droit!**  
**Le Canada doit assumer ses responsabilités**  
**et établir une nouvelle relation avec les**  
**peuples autochtones**

*- Barbara Biley -*



Des jeunes autochtones occupent à nouveau l'entrée de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, 24 février 2020

- **L'assaut policier contre les barrages est dénoncé dans des actions partout au Canada**
- **Déclaration des jeunes autochtones solidaires des Wet'suwet'en**
- **Les intrigues du premier ministre du Québec pour criminaliser la lutte des peuples autochtones**  
*- Pierre Soublière -*
- **L'état de droit selon le ministre de la Sécurité publique Bill Blair**  
*- Philip Fernandez -*
- **Déclaration à propos de l'arrestation de la documentariste Melissa Cox**  
*- Yint'ah Film -*
- **La Loi sur la défense de l'infrastructure critique de l'Alberta criminalise l'affirmation des droits**  
*- Peggy Morton -*

## **Opposons-nous à l'application extraterritoriale des sanctions américaines contre Cuba**

- Lettre ouverte au ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne  
- Réseau canadien pour Cuba -

## **56e Conférence annuelle de Munich sur la sécurité**

- Vigoureuse opposition à la conférence de guerre de l'OTAN  
- Nick Lin -

## **L'Accord États-Unis-Philippines sur les forces en visite**

- Les forces populaires ne se laissent pas détourner

## **90e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Vietnam**

- Les Vietnamiens célèbrent les grandes réalisations de leur Parti  
• Célébration à Toronto

---

**Appuyons les Wet'suwet'en! La force ne fait pas le droit!**

## **Le Canada doit assumer ses responsabilités et établir une nouvelle relation avec les peuples autochtones**

- Barbara Biley -



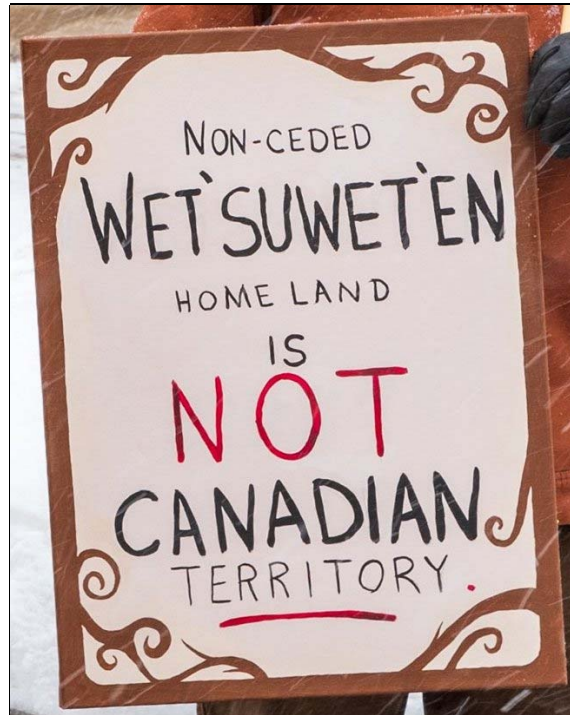
**Devant l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, le 25 février 2020**

Le gouvernement fédéral a le devoir et la responsabilité de garantir les droits ancestraux des peuples autochtones. Ce que le gouvernement Trudeau et d'autres gouvernements appellent l'état de droit canadien ne peut pas être le point de référence pour régler les différends entre la Couronne et les nations autochtones. Tant que cela demeure le point de référence, il ne sera pas mis fin aux pratiques coloniales et racistes.



Le refus obstiné du gouvernement Trudeau et du gouvernement de la Colombie-Britannique de rompre avec le traitement raciste et colonial des peuples et nations autochtones est la cause immédiate de la multiplication des actions en faveur des Wet'suwet'en. Leur prétention d'adhérer à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et que pour eux « la relation avec les peuples autochtones est la plus importante » est exposée comme une simple provocation. Au lieu d'apporter une lueur d'espoir, chaque déclaration du premier ministre Trudeau et de ses ministres provoque le mépris et la résistance. Et ce, dans le contexte de la tragédie persistante des femmes et des filles autochtones assassinées et disparues, la surreprésentation des Autochtones dans le système carcéral, les conditions de vie inacceptables dans les réserves et, en particulier, les conditions qui ont provoqué une épidémie d'autodestruction et de suicides chez les jeunes.

Depuis le début janvier, les chefs héréditaires wet'suwet'en demandent aux chefs du gouvernement du Canada et du gouvernement de la Colombie-Britannique de les rencontrer pour un dialogue de nation à nation. Le 18 février, Trudeau a refusé de reconnaître la responsabilité du gouvernement fédéral de régler la situation et de mettre un terme à la violation des droits sur le territoire des Wet'suwet'en. Le premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, a également refusé de rencontrer les chefs des Wet'suwet'en et a déclaré à maintes reprises que, quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense, le pipeline sera construit, ce qui prouve que lui non plus ne respecte pas les chefs héréditaires et ne reconnaît pas que son gouvernement a la responsabilité de rompre avec les vieilles relations et d'en établir de nouvelles.



Les conditions des chefs héréditaires des Wet'suwet'en sont simples : que la GRC se retire du territoire des Wet'suwet'en, ce qui veut dire qu'elle doit retirer son poste mobile et les agents qui continuent de harceler et d'intimider les Wet'suwet'en et leurs partisans sur le territoire, et que Coastal GasLink cesse ses activités sur le territoire pendant que se poursuivent les discussions entre les chefs héréditaires et les gouvernements fédéral et provincial. C'est en appui à ces revendications que les barrages ferroviaires ont été érigés en Ontario, au Québec et ailleurs. C'est pour exprimer la solidarité des gens partout au pays avec les revendications légitimes des Wet'suwet'en.

Le gouvernement dit qu'il veut une résolution pacifique, et pourtant il continue de criminaliser tous ceux qui, autochtones et non autochtones, prennent les moyens d'appuyer la revendication juste et légale des chefs héréditaires. Il insinue, comme l'a fait Trudeau en conférence de presse le 21 février, que même si les griefs des Wet'suwet'en sont légitimes, ceux des non-autochtones, eux, ne le sont pas. Autrement dit, il n'y a pas de problèmes avec les arrangements constitutionnels, la constitution n'est pas en mal de renouveau et les Canadiens n'ont que faire de la défense des droits ancestraux des peuples autochtones. Cela trahit la conception du monde rétrograde de ceux qui détiennent le pouvoir au Canada, et son anachronisme est mis davantage en évidence chaque fois qu'ils déclarent que les autochtones et les non-autochtones vont faire face au plein poids de la loi s'ils ne se soumettent pas à l'ordre du jour de la loi et de l'ordre.

Les arrestations de Mohawks par la Police provinciale de l'Ontario à Tyendinaga et les injonctions et menaces contre tous les autres qui prennent position à travers le pays montrent que la seule «

résolution pacifique » qui soit acceptable pour le gouvernement est celle où les peuples autochtones renoncent à leurs droits. Cela ne favorise pas du tout la paix et ça ne passera pas ! La force *ne fait pas* le droit.



L'assaut policier contre le barrage de Tyendinaga, le 24 février 2020



---

## L'assaut policier contre les barrages est dénoncé dans des actions partout au Canada

Dans les heures qui ont suivi l'attaque de la police, les arrestations et le démantèlement du barrage de Tyendinaga en Ontario, les actions de résistance se sont multipliées. Les Gitksan ont rétabli un barrage sur la voie ferrée du CN dans le nord de la Colombie-Britannique qui avait été retiré le 13 février pour faire place à des discussions entre les Wet'suwet'en et le gouvernement fédéral. La GRC a arrêté plusieurs personnes, dont des chefs héréditaires de la nation gitksan. D'autres ont maintenant fermé l'autoroute 16 dans le nord de la Colombie-Britannique pour exiger la libération des personnes arrêtées. L'entrée du port de Vancouver est bloquée, au mépris d'une injonction, et des jeunes autochtones et leurs sympathisants occupent les marches de l'Assemblée législative provinciale à Victoria. Des rassemblements et des manifestations ont lieu partout au pays. Des barrages routiers et ferroviaires sont en place depuis quelque temps dans les communautés mohawks de Kanesatake et Kahnawake au Québec. Le 25 février, un tribunal du Québec a accordé une injonction au Canadien Pacifique exigeant le démantèlement d'une barricade sur la voie ferrée qui traverse Kahnawake. L'application des lois incombe aux Peacekeepers mohawks qui ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention d'exécuter l'ordonnance du tribunal. Le premier ministre du Québec François Legault a déclaré, sans aucune preuve, que le démantèlement de ce barrage est rendu « dangereux » à cause de la présence d'armes AK-47 sur les lieux, ce que démentent catégoriquement les Peacekeepers. Legault a indiqué que la Sûreté du Québec prépare un plan pour démanteler les barrages. Les autorités admettent ouvertement que l'intervention policière provoque l'organisation d'autres barrages ailleurs.

La répression violente des manifestants non armés solidaires des justes revendications des Wet'suwet'en ne convaincra personne que l'État a raison. Les Wet'suwet'en défendent leurs droits ancestraux et la Terre-Mère, ce qui leur gagne l'appui de tous ceux qui sont préoccupés par la spoliation de l'environnement naturel, et ils demandent un dialogue de nation à nation. Il appartient au Canada de défendre les droits ancestraux des peuples autochtones. C'est la voie vers un règlement pacifique des conflits en cours.





**Victoria, Colombie-Britannique**



**Saanich, Colombie-Britannique**



**Vancouver, Colombie-Britannique**





**Abbotsford, Colombie-Britannique**



**Winnipeg, Manitoba**



**Six Nations du territoire de Grand River**



**Hamilton, Ontario**





London, Ontario



Toronto, Ontario, rassemblement et danse en cercle



Toronto, Ontario, blocage ferroviaire

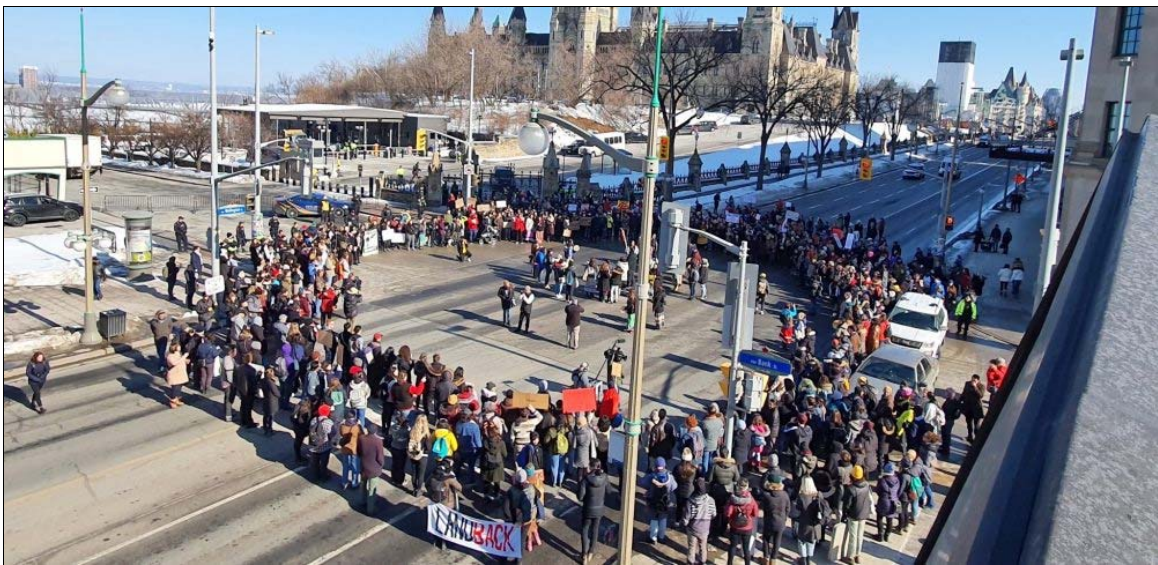


Orillia, Ontario





Ottawa, Ontario



Territoire mohawk de Kanesatake





Territoire mohawk de Kahnawake



Montréal, Québec







**Halifax, Nouvelle-Écosse**



**Fredericton, Nouveau-Brunswick**



**St. John's, Terre-Neuve, occupation des bureaux du député Seamus O'Regan**

*(Photos : LML, Indigenous Youth for Wet'suwet'en, Wet'suwet'en Solidarity Vancouver, Climate Justice Ottawa, Rising Tide Toronto, Ricochet, Red Braid Collective, CoC, WCCFM, Eastern Door, BC Blackout, T. Coste, ellouis, E. Goodridge, C. Darimont, S. May, D. Cowan, Kawisahawii, T. Devonport, R. Burnell, H. Elliott, smogelgem, witchvsbitch, J. Jeandron, B.R. Armyot, S. Gomez, F. Lopez)*



## Déclaration des jeunes autochtones solidaires des Wet'suwet'en



**Les jeunes tiennent une conférence de presse sur les marches de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, le 26 février 2020.**

Ce sont nos revendications que nous portons à l'attention du Canada, de la Colombie-Britannique, des fonctionnaires canadiens. Nous sommes des jeunes autochtones de partout au Canada qui, de manière indépendante, sommes solidaires des cinq clans de la nation wet'suwet'en qui ont unanimement rejeté le projet Coastal GasLink. À la défense de nos proches de la nation wet'suwet'en, nous occuperons les bureaux du ministère, des voies ferrées et des édifices parlementaires afin de tenir tous les niveaux du gouvernement canadien responsables de la perpétuation de l'héritage génocidaire du Canada. Nous nous engageons à tenir les représentants canadiens responsables. Cela signifie revenir continuellement dans les espaces de gouvernance et de droit jusqu'à ce que le Canada respecte la gouvernance et le droit traditionnels des Wet'suwet'en. Il est de notre responsabilité inhérente, en tant que jeunes autochtones, de résister à l'injustice et de défendre la souveraineté des Wet'suwet'en. Nous reconnaissons que les Wet'suwet'en qui assument leurs responsabilités envers les terres, l'eau et la justice climatique protègent notre avenir collectif.

Les jeunes autochtones sont solidaires de tous les peuples autochtones qui défendent leurs terres au Canada, de Wet'suwet'en à Tyendinaga. Nous résistons à la Gendarmerie royale du Canada et à la Police provinciale de l'Ontario qui criminalisent violemment les peuples autochtones qui pourtant ne réclament que le strict minimum du Canada. Par ces arrestations honteuses, le monde a vu le masque colonial de la réconciliation s'écrouler pour révéler la réalité canadienne du génocide autochtone, qui n'a jamais été interrompu, et qui n'a jamais connu de réconciliation. Les jeunes autochtones de tout le pays déclarent que la réconciliation est morte. Nous condamnons les tactiques coercitives employées par Coastal GasLink, le manque de dialogue significatif de la part de l'État canadien et la tentative générale de supprimer les droits, titres et lois autochtones.

La situation sur le territoire de Wet'suwet'en a révélé la véritable nature des pratiques de consultation prédatrices du Canada. Il a été clairement établi que les nations autochtones n'ont pas droit à un consentement libre, préalable et éclairé. Le raid en cours contre les Wet'suwet'en montre que dire NON entraîne une invasion de type militaire. La saisie des terres autochtones sous la menace d'une arme, tout en refusant simultanément les programmes et services essentiels à nos communautés, n'est pas de la négociation de bonne foi. Non seulement le raid de la GRC sur les territoires des Wet'suwet'en est-il un recours à la force coercitive au nom de Coastal GasLink, mais il est l'emblème du traitement systémique fait aux peuples autochtones au Canada.

Nos communautés ne devraient pas avoir à subir des pratiques de consultation prédatrices qui

exploitent les cycles de pauvreté que le Canada maintient intentionnellement, tout en générant une richesse immense de nos territoires depuis la colonisation. Les avis d'ébullition de l'eau, la quasi extermination des aliments traditionnels comme le saumon sauvage, le caribou et le bison ainsi que le sous-financement de programmes sociaux, en santé et en éducation qui sont accessibles aux Canadiens, sont toutes des conditions coercitives pour les négociations avec l'industrie. Telle est la composante économique incontournable de la colonisation continue. Une pression indue est exercée sur les nations autochtones pour qu'elles s'engagent dans des ententes sur les répercussions et des ententes sur les avantages mutuels avec des projets destructeurs du point de vue environnemental. L'oppression économique de la colonisation est utilisée comme levier par les intérêts d'affaires et appuyée par le gouvernement. Les négociations sur les répercussions et les avantages sont un processus corrompu. Ce n'est pas la même chose que le consentement véritable.

Nos droits humains en tant que peuples autochtones sont inhérents et ne peuvent être subordonnés à une transaction et à l'anéantissement de nos terres. En tant que jeunes autochtones, nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger notre avenir et les terres des Wet'suwet'en de la destruction. Il est temps que les représentants du Canada fassent la même chose. Si vous ne nous soutenez pas, vous êtes complices d'une injustice permanente. Notre génération et les générations futures de nos nations se souviendront de ceux qui ont pris position contre le génocide. Nous n'oublierons pas non plus ceux qui ont été complaisants face aux actes continus de violence coloniale.

Nous demandons aux dirigeants de la Colombie-Britannique et du Canada d'entamer des discussions de nation à nation avec les chefs héréditaires des Wet'suwet'en. Pour que ces discussions se tiennent de bonne foi et sans coercition, la Gendarmerie royale du Canada doit se retirer des territoires des Wet'suwet'en. Toutes les patrouilles et toute la surveillance actuelle de la GRC doivent cesser. Le retrait du Bureau pour la sécurité de la collectivité et de l'industrie ne satisfait pas à cette exigence si toutes les activités de la GRC ne sont pas arrêtées. Coastal GasLink doit cesser ses activités et retirer son personnel des territoires des Wet'suwet'en en conformité avec l'éviction qui a été promulguée par les chefs héréditaires wet'suwet'en le 4 janvier 2020. Le Canada doit de manière urgente examiner comment le traitement systémique des peuples autochtones du Canada est un facteur de coercition dans les négociations avec l'industrie. Il ne peut y avoir de consentement libre, préalable et éclairé pendant que de nombreuses nations autochtones du Canada sont toujours sous le coup d'avis de faire bouillir l'eau. La Colombie-Britannique doit révoquer tous les permis accordés à CGL, à la lumière surtout du rejet par le Bureau d'évaluation environnementale de la Colombie-Britannique du rapport de données techniques de CGL. La Colombie-Britannique doit aussi mettre fin à sa diffamation et à sa criminalisation des dirigeants et des gouvernements autochtones. La rhétorique incendiaire du premier ministre de la province ne sert qu'à inciter à la haine et à la violence contre les peuples autochtones qui luttent pour leurs droits et leur moyen de subsistance inhérents. Le Canada doit mettre fin à la criminalisation de toutes les actions et blocus de solidarité pacifique autochtones qui ont lieu parce que le Canada refuse d'adhérer à la diplomatie et de rencontrer les chefs héréditaires des Wet'suwet'en. Sortez l'OPP du territoire mohawk de Tyendinaga. Il est temps que vous preniez vos responsabilités.

*(Émis à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique le 26 février 2020. Traduit de l'anglais par LML)*





# Les intrigues du premier ministre du Québec pour criminaliser la lutte des peuples autochtones

- Pierre Soublière -



**Les chefs héréditaires des Wet'suwet'en rendent visite aux Mohawks de Kahnawake pour exprimer leur reconnaissance pour leur solidarité à la défense de la souveraineté et des droits autochtones, le 22 février 2020.**

Avec sa plus récente sortie au sujet de la présence d'armes dangereuses sur le territoire mohawk de Kahnawake, le premier ministre du Québec François Legault persiste et signe. Il semble vouloir à tout prix contribuer à la criminalisation de la juste et courageuse lutte des peuples autochtones, ce qui est en définitive le modus operandi de ces institutions dites démocratiques faute de pouvoir apporter des solutions aux problèmes sociaux et politiques historiques. Les solutions à ces problèmes doivent être fondées sur la reconnaissance des droits autochtones et engendrer les nouvelles relations que tous désirent, des relations harmonieuses et respectueuses entre nous et non ces éternels appels à la division et ces tentatives de faire taire les voix dissidentes.

Comme le mentionnait le *LML* du 22 février, les travailleurs et le peuple québécois ont beaucoup d'expérience avec cette criminalisation de toute résistance et toute lutte à la défense des droits. Legault prend le ton exaspéré pour dire qu'il comprend « qu'il faut dialoguer », mais cette façon de criminaliser les luttes vise précisément à arrêter tout dialogue, à mal représenter les peuples autochtones en laissant entendre qu'il y a des éléments « extrémistes » parmi eux et ainsi complètement détourner l'attention de la nécessité de respecter les droits ancestraux des Wet'suwset'en et d'en finir avec les vieux arrangements coloniaux fondés, entre autres, sur la *Loi sur les Indiens*, une loi raciste et dépassée.



Legault et d'autres auraient intérêt à se rappeler qu'à certains moments de notre histoire, le Québec a raté des occasions de forger une alliance avec les peuples autochtones face à l'État anglo-canadien. C'est ce qui s'est produit en 1982, lors des négociations sur le rapatriement constitutionnel desquelles furent exclus le gouvernement québécois et l'ensemble des nations autochtones. À cette époque, Georges Erasmus, président de l'Assemblée nationale des Premières

Nations, avait adressé à René Lévesque, alors premier ministre du Québec, un vibrant plaidoyer pour que le Québec et les autochtones allient leurs forces et fassent front commun contre le processus constitutionnel en cours.

« Nous les Autochtones, déclarait-il, avons été, avec le Québec, poussés sous le tapis du pays que Trudeau et ses comparses des provinces anglaises viennent de constituer. J'en appelle au gouvernement et au peuple du Québec, et à René Lévesque en particulier, pour qu'ils fassent connaître leur réaction à ce sujet et qu'ils expriment leurs sentiments quant aux droits des populations autochtones à l'autodétermination. Je mets au défi le peuple du Québec — si, de fait, ce peuple croit en l'autodétermination : c'est maintenant que le temps est venu d'appuyer le peuple autochtone. Ce n'est pas le moment pour nous de rester séparés et de nous diriger individuellement vers la défaite. C'est maintenant qu'il faut agir. L'heure vient de sonner. Nous les Autochtones avons besoin de l'appui du Québec au cours des heures qui viennent. Nous avons besoin de l'appui du peuple québécois. Le pays est dans un état d'urgence nationale qui commande aux Autochtones et aux Québécois de mettre leur force en commun. »[1]

Or, le gouvernement du Québec a refusé son appui, et n'a pas jugé bon de former une alliance avec les peuples autochtones. Cette alliance est à nouveau nécessaire. Elle ne pourra venir des institutions démocratiques actuelles, mais de l'unité dans l'action des travailleurs et du peuple québécois et des peuples autochtones pour la lutte historique pour le renouveau des arrangements constitutionnels, des arrangements basés, entre autres, sur l'indemnisation des torts historiques, sur des relations de nation à nation et sur une union libre, en d'autres mots, des principes dignes d'une société moderne.

## Note

1. *Sur la piste du Canada errant*, Jean Morisset (2018), p.355

(Photo : WCCFW)



---

## L'état de droit selon le ministre de la Sécurité publique Bill Blair

- Philip Fernandez -

Le 23 février, le ministre de la Sécurité publique, Bill Blair, a été interviewé dans le cadre de l'émission radio *Cross Country Checkup* de la CBC sur la surveillance et le maintien de l'ordre sur le territoire des Wet'suwet'en qui mènent une lutte déterminée, avec le soutien du peuple canadien d'un océan à l'autre, pour affirmer leur souveraineté et l'état de droit sur leur territoire traditionnel.

Sur les ondes, le ministre Blair a contredit le chef héréditaire des Wet'suwet'en Woos qui avait dit lors du même programme : « Nous ne parlerons pas avec le gouvernement tant que la GRC n'aura pas complètement quitté notre territoire. Nous n'allons pas parler avec un pistolet pointé sur la tête. Ce n'est pas la façon de procéder. » Il a également rappelé qu'au lieu de désamorcer la situation, la GRC avait accru ses harcèlements et ses arrestations.





Le ministre Blair a affirmé que le chef Woos se trompait complètement et que la GRC avait été redéployée à proximité de Houston, la ville voisine, mais que ses agents continuaient de patrouiller la région, ignorant complètement le fait que continuer à patrouiller la région signifie que la GRC n'a pas quitté le territoire des Wet'suwet'en. Lorsque l'animateur de l'émission de la CBC a insisté sur le fait que Houston se trouvait en fait sur le territoire des Wet'suwet'en et lui a rappelé que le chef Woos avait dit que « dehors, c'est dehors », le ministre Blair a déclaré : « Non. Laissez-moi être très clair. Il n'y a aucun endroit au Canada qui puisse être privé du service et de la protection de la police. La police a la responsabilité, partout au Canada, de faire respecter l'état de droit. »



Lorsque l'animateur de l'émission lui a demandé « ... alors comment la police est-elle censée minimiser l'usage de la force et agir en tant que gardien de la paix dans la situation dans laquelle elle se trouve actuellement ? », le ministre Blair a répondu avec arrogance : « ... Comme vous le savez, j'ai été policier pendant 39 ans et j'ai assisté à un grand nombre de ces manifestations, et je sais exactement ce que dit le cadre de référence en cas d'incident critique concernant les Autochtones et comment la police a été formée pour y répondre. Les policiers sont absolument déterminés à résoudre ce problème de manière pacifique, tout comme nous, dans toutes nos discussions... La directive du premier

ministre n'était pas destinée à la police, et nous avons été très clairs à ce sujet. Nous ne donnons pas de directives à la police. Ce n'est pas la loi dans ce pays. »

Le ministre Blair devrait savoir que les peuples autochtones de l'île de la Tortue et le peuple canadien ont une assez bonne idée de ce qu'est l'état de droit lorsqu'il s'agit de leurs droits. L'état de droit que le ministre Blair a juré de faire respecter est celui de l'État canadien des riches. Cela était très clair lors du G20 à Toronto à l'été 2010, alors que Blair était chef du service de police de Toronto.

Au sommet du G20 de 2010, quelque 30 000 travailleurs, jeunes et femmes de tous les secteurs du peuple canadien ont manifesté contre l'ordre du jour néolibéral et les politiques des gouvernements du G20 qui représentaient l'oligarchie financière internationale à l'origine de la guerre, de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement et d'autres problèmes sociaux auxquels l'humanité est confrontée. Ils sont venus hisser le drapeau de leurs droits.

Le chef de police de Toronto Bill Blair, en étroite collaboration avec le premier ministre de l'époque, Stephen Harper, et avec la GRC, qui coordonnait la sécurité avec la Sécurité intérieure des États-Unis et les services de renseignement américains, était responsable du maintien de l'ordre au sommet. Sur le terrain, 21 000 personnes étaient chargées de la sécurité, dont 6 200 policiers de Toronto, 5 000 de la GRC, 3 000 des Forces armées canadiennes, 3 000 de la Police provinciale de l'Ontario et 740 de la région de Peel, ainsi que des contingents de Halton, York, Ottawa, Hamilton, London, Niagara Falls, Peterborough, Durham, Sudbury, Waterloo, Barrie, Terre-Neuve-et-Labrador, Winnipeg, Montréal, Edmonton et Calgary.

On sait ce qui s'est passé au G20. La police a terrorisé les manifestants. De nombreux policiers de Toronto ont retiré leurs insignes afin de ne pas être identifiés. Plus de 1 140 personnes, dont de nombreux passants, ont été arrêtées. Les policiers à pied et à cheval ont chargé les manifestants à coups de matraque et ont blessé d'innombrables personnes. Des centaines de personnes ont été « encerclées » et gardées sous une pluie battante pendant des heures, sans raison, dans le but de réprimer l'affirmation des droits du peuple.

En fin de compte, l'indignation publique a été telle que cela a forcé la tenue de plusieurs enquêtes pour demander des comptes à la police et également dissiper l'indignation de la population face à la brutalité généralisée et aux violations des droits civils et politiques. Plusieurs enquêtes, dont celle du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, ont révélé que la police avait agi illégalement dans de nombreux cas pendant le sommet du G20. Finalement, les gens n'ont pas obtenu justice même lorsqu'ils ont collectivement et individuellement intenté des poursuites contre la police. Quelques « pommes pourries » de la police ont été accusées, mais le chef de police Blair a refusé de présenter des excuses publiques pour les violences et les brutalités policières.

Blair avait fait un si bon travail pour l'État canadien pendant le G20, que lorsque la Commission des services policiers de Toronto a décidé de ne pas renouveler le contrat du chef en 2015, il a été courtisé par les trois principaux partis cartellisés pour devenir leur candidat à l'élection fédérale de 2015. Il a finalement accepté de se présenter pour le Parti libéral dans la circonscription de Scarborough-Sud-Ouest après une rencontre avec Trudeau.[1]

Lors du G20 comme aujourd'hui, la question demeure : quelle loi, décidée par qui et dans l'intérêt de qui ? Les peuples autochtones, le peuple canadien et le peuple québécois luttent pour un état de droit qui défend leurs droits, et non les droits d'une poignée de parasites et de profiteurs de l'oligarchie financière internationale et canadienne qui dictent la loi à l'ensemble de la société par l'intermédiaire de leurs gouvernements, de leurs tribunaux et de leur police.

## Note

1. L'un des candidats qui s'est présenté contre Bill Blair aux élections fédérales de 2015 était Tommy Taylor, candidat du Parti Vert. Il s'est présenté simplement pour s'opposer à Blair et à ce qu'il avait fait au G20 à Toronto. Tommy Taylor était un des passants qui ont été arrêtés au sommet et a passé 24 heures menotté. Il avait alors déclaré à la presse : « Tout le monde se renvoie la balle » et si le Canada est « bon pour faire la morale aux autres sur les droits civils et de la manière de traiter les manifestants, quand il s'agit du Canada, c'est une autre histoire. » « Nous confrontons et irritons d'autres pays à ce sujet, mais quand cela se passe ici, nous essayons de balayer tout cela sous le tapis », avait-il déclaré.

(Sources: CBC, Globe and Mail, Toronto Star)



---

## Déclaration à propos de l'arrestation de la documentariste Melissa Cox

- *Yint'ah Film* -

Nous sommes outrés de la décision de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) d'arrêter notre collègue de longue date, la journaliste et cinéaste Melissa Cox, le soir du 24 février 2020 à New Hazelton, sur le territoire non cédé des Gitksan.

Depuis près de deux mois, Mme Cox filme les défenseurs de la terre wet'suwet'en et leur résistance au projet d'oléoduc de Coastal GasLink, dans le cadre d'un documentaire dont le titre provisoire est *Yint'ah* et dont nous sommes les producteurs. Aussi fait-elle parvenir des rapports vidéo à d'autres réseaux médiatiques.

Le 24 février, elle filmait les chefs héréditaires gitksan et leurs supporters alors qu'ils bloquaient le chemin de fer à New Hazelton en solidarité avec les Wet'suwet'en et les Mohawks de Tyendinaga. Sa carte de presse de l'Association nationale des photographes de presse était bien en vue.





**La GRC intervient et arrête des Gitxsan qui bloquent la voie ferrée du CN près de New Hazelton, en solidarité avec les défenseurs de la terre wet'suwet'en, le 24 février 2020.**

Mme Cox venait de filmer la GRC en train d'arrêter le chef héréditaire gitxsan Spookw. En dépit du fait qu'elle est bel et bien journaliste, les agents de la GRC ont choisi de l'arrêter, rendant impossible son travail de cinéaste et l'empêchant de capter sur le vif les événements qui se déroulaient.

Par ailleurs, la GRC a eu recours à une force exagérée, tordant le bras gauche de Mme Cox, la faisant grimacer de douleur tandis que de nombreux agents arrachaient la caméra de son autre main, arrachant du même coup ses écouteurs. Les policiers ont lancé sa caméra par terre, après quoi ils ont manié la caméra en appuyant sur les différents boutons de l'appareil. Une observatrice judiciaire a demandé de façon répétée si elle pouvait ramasser la caméra pour la protéger, mais sa requête a été ignorée par la GRC.

Celle-ci a menotté Mme Cox les mains derrière le dos, aggravant une blessure qu'elle s'était déjà faite à l'épaule gauche. Elle s'est plainte à maintes reprises que la douleur à son épaule devenait insupportable et a demandé aux agents qu'ils changent la position des menottes, ce qu'ils ont refusé de faire pendant qu'ils l'informaient de ses droits et la fouillaient. Elle était en larmes tellement elle avait mal.

Puisqu'elle-même arrêtée, Mme Cox n'a pu filmer l'arrestation de la première Cheffe de Maison et matriarche de 71 ans, Gwininitxw (Yvonne Lattie), et les autres arrestations menées par la GRC.

Mme Cox a été détenue par la GRC pendant près de 7 heures et libérée à condition de respecter certaines restrictions, y compris l'obligation de ne pas s'approcher à une « distance de 10 mètres de toute propriété ou de tout chantier du CN ». Le fait de respecter cette condition ferait en sorte qu'elle ne pourrait filmer d'autres barricades ferroviaires. De plus, elle doit comparaître le 24 avril 2020 où elle devra faire face à de nouvelles accusations.

Nous sommes très troublés par l'arrestation de Mme Cox par la GRC, arrestation qui vient s'ajouter à toute une série de détentions, d'arrestations et d'efforts déployés pour limiter l'accès et la mobilité des journalistes tels que nous l'avons vu partout au pays au cours du dernier mois. La liberté de la presse et d'autres médias de communication est une liberté fondamentale protégée par la *Charte canadienne des droits et libertés*. En mars 2019, dans une décision historique d'un tribunal de Terre-Neuve-et-Labrador dans le procès Justin Brake, il a été réaffirmé que même lorsqu'on a recours à une injonction, il faut réserver un traitement particulier aux journalistes qui travaillent de bonne foi et qui couvrent des événements d'intérêt public. Selon la décision : « Afin d'atteindre

l'objectif de la réconciliation, une meilleure connaissance des peuples autochtones et des questions autochtones est requise. Il en devient d'autant plus important de veiller à ce que l'information provenant des médias indépendants au sujet des questions autochtones, y compris les manifestations autochtones, soit rendue disponible dans la mesure du possible. »

De telles arrestations par les forces de l'ordre de journalistes et de cinéastes ont de graves répercussions sur la liberté de parole et privent le public de son droit d'être informé. Il s'agit là des pierres angulaires de la démocratie. La transparence et la communication rendues de façon équitable, factuelle, nuancée et honnête constituent aussi l'unique fondement des bonnes relations entre peuples et entre nations. C'est précisément dans cet esprit que Mme Cox a toujours œuvré en tant que documentariste et nous l'appuyons de tout coeur. Nous espérons qu'aucune accusation ne sera portée contre elle et qu'à mesure que les événements d'intérêt public liés aux interventions policières dans les communautés autochtones continueront de se dérouler partout au Canada, les journalistes et les cinéastes pourront faire leur travail en toute liberté.

Franklin Lopez  
Michael Toledano  
Dam Vinal  
Andréa Schmidt



(Medium.com, 26 février 2020. Traduit de l'anglais par LML. Photos : Dinize Ste (Rob), M Keir Knight)



---

## **La Loi sur la défense de l'infrastructure critique de l'Alberta criminalise l'affirmation des droits**

**- Peggy Morton -**

L'Assemblée législative de l'Alberta a débuté sa session du printemps le 25 février avec le discours du Trône, suivi immédiatement de l'introduction du projet de loi 1, *Loi sur la défense de l'infrastructure critique*. Les Albertains et les peuples autochtones affirment présentement leurs droits et exigent que cessent l'offensive antisociale brutale et la destruction du tissu social de la société. Or, la première mesure du gouvernement Kenney à la session du printemps a été d'intensifier l'offensive contre tous ceux qui défendent leurs droits et mettent de l'avant leurs revendications. Le gouvernement Kenney a aussi lancé l'appel à toutes les autres provinces à adopter une telle loi.





Le gouvernement Kenney affirme que le but du projet de loi est de « protéger l'infrastructure essentielle de dommages et d'ingérences occasionnés par des barricades, des manifestations ou d'autres activités du même ordre, qui peuvent avoir de graves conséquences sociales, économiques et environnementales ainsi que sur la sécurité publique. » Le projet de loi 1 s'applique aux infrastructures autant publiques que privées.

Le projet de loi 1 prévoit des amendes de l'ordre de 10 000 dollars pour une première infraction et de 20 000 dollars pour des récidives ainsi que des peines de prison allant jusqu'à six mois et des amendes de près de 200 000 dollars pour « les corporations qui aident ou qui dirigent les intrus ». Si l'infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, des contraventions distinctes. La police

peut procéder aux arrestations à sa discrétion sans mandat ni injonction.

Le projet de loi dresse une longue liste d'« infrastructures essentielles », y compris les oléoducs, les sites de production et de raffinerie de pétrole et de gaz, les services publics, les autoroutes, les chemins de fer, les télécommunications, les mines, les sites agricoles, ainsi que le terrain sur lequel l'infrastructure est située, y compris un édifice, une structure, un appareil ou toute autre chose prescrite par les règlements ». En un mot, tout ce que le gouvernement estime être une infrastructure essentielle. Les règlements sont promulgués en vertu de la prérogative ou des pouvoirs de police de l'exécutif et peuvent être changés à tout moment par décision exécutive.

Le gouvernement Kenney prétend défendre la loi et l'ordre contre l'anarchie et le chaos. « Depuis quelques semaines, nous sommes témoins d'actions de plus en plus hors-la-loi partout au pays, forçant nos réseaux ferroviaires à s'arrêter brusquement, a dit le ministre albertain de la Justice Doug Schweitzer. C'est tout simplement inacceptable. C'est un affront à notre pays fondé démocratiquement. Nous passons donc à l'action de façon pour y répondre. »

La rage, la haine et le venin de Kenney et l'esprit revancharde qui l'anime contre ceux qui défendent leurs droits font ressortir toute la laideur de la vieille société où « tout est permis » lorsqu'il s'agit de préserver le règne des riches et servir les monopoles, étrangers pour la plupart, qui ont saisi le contrôle de toute prise de décision. Incapable de résoudre aucun des problèmes auxquels le peuple fait face, leur réponse est de passer à l'offensive, à la diffamation des individus et à la criminalisation de l'idéologie et des actes de résistance.

Cette « primauté du droit » nie la réalité des peuples autochtones en Alberta qui ne sont pas un peuple conquis et dont les titres territoriaux n'ont jamais été supprimés. La plupart des territoires autochtones traditionnels en Alberta proviennent de traités en vertu desquels les peuples autochtones ont accepté de les partager. Ce ne



sont pas des traités de cessation de territoires et il n'y a pas de primauté du droit quand les droits inhérents et issus de traités sont niés.

Le projet de loi vise aussi les travailleurs qui défendent leurs droits en faisant la grève, la résistance à l'offensive antisociale ainsi que l'unité dans l'action et le NON ! des travailleurs du secteur public devant l'assaut mené contre leurs salaires, leurs conditions de travail et leur sécurité à la retraite. Elle vise les travailleurs qui défendent leurs lignes de piquetage, qui sont déjà restreintes par des injonctions et d'autres mesures visant à les rendre inefficaces. Le projet de loi 1 est une arme de plus dans l'immense arsenal de mesures qui servent à imposer des amendes colossales aux syndicats qui défendent le droit des travailleurs de décider de salaires et de conditions de travail qui leur sont acceptables.

Cela ne s'arrête pas là. Kenney a exprimé tout son mépris envers le droit international dans son discours du Trône en déclarant : « Le gouvernement de l'Alberta est prêt à faire tout ce qu'il faut pour développer nos ressources de façon responsable et pour qu'elles puissent accéder aux marchés mondiaux afin de rivaliser avec l'énergie — et la déplacer s'il le faut — provenant des pires régimes du monde. » « Tout ce qu'il faut » veut dire changement de régime, sanctions brutales, agression et guerres pour « déplacer » le pétrole de pays comme le Venezuela, l'Iran et l'Irak. Cela veut dire une économie albertaine liée à la machine de guerre des États-Unis et des efforts accrus pour criminaliser toute opposition.

Il va sans dire que le projet de loi 1 sera contesté parce que c'est une loi illégale et une violation de la *Charte* ou du droit civil de liberté d'expression et de liberté d'association. Elle sera fort probablement contestée par le peuple en action à la défense des droits humains et des droits civils. Lorsque les lois ne reconnaissent pas les droits qui appartiennent à tous en vertu de leur qualité d'être humains, y compris les droits souverains des peuples autochtones et les droits des travailleurs en tant que producteurs de toute la valeur sociale, cela engendre de sérieux problèmes. Ce refus engendre un conflit entre l'autorité et les conditions modernes. Il s'agit d'un problème de taille auquel le peuple et la société sont confrontés et qui doit être discuté et résolu. Ce n'est pas un problème qui peut être réglé par la force ou la violence au nom de la « loi et ordre ».

Le chef Allan Adam de la Première Nation Athabasca Chipewyan a observé : « Lorsque nous tenons compte de toutes les questions qui préoccupent les gens des Premières Nations, peu importe où ils vivent, que ce soit dans les villes ou les réserves, ils vivent tous dans les mêmes conditions. Il n'y a eu aucune amélioration. Vous allez donc sans doute voir davantage de manifestations en ce sens. »

« Rappelez-vous bien que Jason Kenney faisait partie du gouvernement Harper à Ottawa qui était géré pratiquement comme un État policier. S'il va dans le même sens que Harper, je présume que nous allons nous retrouver dans une province d'État policier », a dit Adam.

Les propos d'Adam reflètent le fait que le peuple n'acceptera pas un état de droit qui va à l'encontre d'une compréhension moderne de l'intention d'une loi qui sert la cause de la justice. Peu importe les efforts déployés par Kenney pour semer la division et la rancune, inciter des groupes de gens à faire eux-mêmes la loi, déchirer des ententes et imposer la volonté des oligarques par le recours aux pouvoirs policiers, ils n'empêcheront pas la marche en avant des Albertains et des peuples autochtones. La nécessité de renouveau démocratique pour que la classe ouvrière puisse avoir un mot à dire dans la gouvernance et pour des relations de nation à nation entre le Canada et les peuples autochtones n'a jamais été aussi urgente. Le projet de loi 1 doit être abrogé !

***Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous !***





**Opposons-nous à l'application extraterritoriale  
des sanctions américaines contre Cuba**

**Lettre ouverte au ministre des Affaires étrangères  
François-Philippe Champagne**

**- Réseau canadien pour Cuba -**



**Piquetage mensuel à Vancouver contre le blocus des États-Unis contre Cuba,  
17 janvier 2020 (gauche) et 17 février 2020.**

**Objet : Western Union et les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba**

Je vous écris au nom du Réseau canadien pour Cuba (CNC), qui représente les organisations d'amitié et de solidarité Canada-Cuba partout au Canada, allant de Vancouver à Halifax, et qui comptent plus de 50 000 membres. L'un des principaux objectifs du CNC est de préconiser que la politique étrangère du Canada à l'égard de Cuba demeure fondée sur l'égalité et le respect de la souveraineté et du droit à l'autodétermination.

Par conséquent, le CNC est profondément préoccupé par la décision de Western Union Financial Services (Canada), Inc. de mettre fin au transfert de fonds du Canada à Cuba. Comme Elizabeth Hill, une résidente de Toronto, l'a appris le 21 février au point de vente de Western Union sur l'avenue St. Clair, « les employés de Western Union ont reçu aujourd'hui une note de service leur disant qu'ils ne peuvent plus transférer de fonds vers Cuba. Ils ne peuvent envoyer des fonds qu'à des membres de famille de personnes américaines. »

Cette décision causera non seulement un tort important aux contacts entre peuples et aux relations Canada-Cuba, mais constitue également une violation de la souveraineté du Canada en élevant les lois américaines au-dessus de celles du Canada. Il s'agit d'un acte d'hostilité sans précédent contre Cuba commis au Canada par Washington.

Comme l'observe Mme Hill : « Comment cela peut-il se produire au Canada ? Je suis une citoyenne canadienne et le Canada entretient de bonnes relations avec Cuba depuis plus de 70 ans. Nous n'avons pas de blocus contre Cuba comme les États-Unis, pas de règles interdisant aux citoyens d'envoyer des fonds vers Cuba. »



La législation américaine supplante-t-elle la législation canadienne au Canada ? Cette décision de Western Union ne constitue-t-elle pas non seulement une violation de la souveraineté du Canada, mais aussi une infraction à la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères* du Canada (LMEÉ) ?

Le gouvernement du Canada a promulgué la LMEÉ en 1984 afin de protéger le Canada contre la nature extraterritoriale croissante du blocus économique des États-Unis contre Cuba. Elle a en outre été spécifiquement modifiée et renforcée en réponse directe au *Torricelli Act* de 1992 des États-Unis et à la *Loi Helms-Burton* de 1996. En bref, la LMEÉ interdit aux entreprises canadiennes de se conformer aux mesures extraterritoriales de sanctions économiques américaines contre Cuba.

Nous souhaitons donc demander : quelles mesures concrètes le gouvernement du Canada mettra-t-il en oeuvre pour s'opposer à l'application extraterritoriale des sanctions américaines contre Cuba et faire respecter la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères* ?

Cette violation de la souveraineté canadienne par Western Union Financial Services (Canada) Inc. illustre que Washington impose à Cuba un blocus non seulement économique, mais aussi diplomatique et politique. Durant 28 années consécutives, l'Assemblée générale des Nations unies a rejeté et condamné ces sanctions économiques - un blocus économique - imposées à Cuba par les États-Unis. La politique de Washington, avec son caractère extraterritorial, est une violation flagrante de la Charte des Nations unies et du droit international coutumier. En 2019, comme les années précédentes, la communauté mondiale a massivement appuyé Cuba, par un vote de 187 en faveur et 3 contre Washington. Le Canada a de nouveau été parmi le vaste nombre des nations du monde qui ont rejeté catégoriquement la politique coercitive, unilatérale et extraterritoriale des États-Unis.



**Piquetage mensuel à Ottawa contre le blocus des États-Unis contre Cuba, 17 janvier 2020**

Le CNC demande au gouvernement du Canada de défendre la souveraineté canadienne et de rejeter cet effort ou tout autre effort qui vise à mettre en oeuvre au Canada le blocus économique illégal des États-Unis contre Cuba, un blocus qui a été condamné à l'échelle internationale.

Pour terminer, je tiens à vous remercier d'avance de votre considération sur ces questions soulevées et de votre réponse aux questions posées.



Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter.

Respectueusement,

Isaac Saney, coprésident et porte-parole national  
Réseau canadien pour Cuba

(Photos : OCC, VCSC. Traduit de l'anglais par LML)



---

**56e Conférence annuelle de Munich sur la sécurité**  
**Vigoureuse opposition à la conférence**  
**de guerre de l'OTAN**

- Nick Lin -



Le 15 février, près de 4 000 personnes de l'Allemagne et d'autres pays d'Europe ont convergé vers Munich pour s'opposer vigoureusement à la 56e Conférence annuelle de Munich sur la sécurité (CMS) qui se tenait du 14 au 16 février. Les manifestants ont déclaré sans détour que les fauteurs de guerre de l'OTAN ne sont pas les bienvenus et que le peuple allemand ne fait qu'assumer sa responsabilité de défendre le verdict historique de la Deuxième Guerre mondiale, « Plus jamais ! ».

La CMS est une conférence de guerre dans la même veine que le Forum de Halifax sur la sécurité internationale. Elle se fonde sur une définition impérialiste de la « sécurité » pour justifier l'agression et les guerres menées par l'OTAN contre des pays qui ne se soumettront pas au diktat économique et politique impérialiste. La CMS de cette année a réuni quelque 500 fauteurs de guerre et d'autres qui appartiendraient aux « domaines de la politique, des affaires, du monde universitaire et de la société civile [pour] discuter des crises actuelles et des défis futurs en matière de sécurité », que la CMS appelle tous des « preneurs de décision ». Trente-cinq chefs d'État ou de gouvernement, ainsi que plus de 100 ministres des affaires étrangères et de la défense étaient

attendus à la conférence.

Cette année, la CMS est hantée par un phénomène que les organisateurs qualifient de « vide occidental », une référence aux crises politiques qui secouent les pays membres de l'OTAN et ce qu'ils perçoivent comme étant la perte de l'influence des valeurs dites occidentales. La vie montre que les « valeurs universelles occidentales » de la démocratie libérale, l'économie de marché et la démocratie représentative – qu'on prétend être le summum du développement social et politique – ne peuvent mettre de l'avant des solutions aux problèmes auxquels les peuples sont confrontés. Les peuples rejettent les institutions démocratiques libérales anachroniques sur la base de leur propre expérience que ces institutions sont le véhicule même par lequel on les prive d'avoir un mot à dire sur la direction de la société, y compris sur les questions fondamentales de la guerre et de la paix.

Parmi les personnes présentes à la CMS, il y avait le premier ministre Justin Trudeau, qui a prononcé une allocution lors de la conférence du 14 février. Une grande partie du discours était une tentative de gagner de l'appui pour que le Canada obtienne un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, et de suggérer que le Canada a un rôle vital à jouer en tant que puissance moyenne au sein de l'ordre international. Il a également souligné la nécessité de renforcer le néolibéralisme appelé démocratie libérale, de maintenir le statu quo dans les relations internationales en faveur d'un ordre fondé sur des règles. Dans son discours, il a présenté le scénario où les travailleurs sont à blâmer pour avoir élu des gouvernements « populistes », pour camoufler une partie de la crise de la démocratie libérale où le peuple est empêché d'avoir son mot à dire, tandis que les partis politiques de l'establishment font de leur mieux pour semer les divisions parmi le peuple. Quant aux pays qui affirment leur droit d'être et établissent leur propre voie politique et économique, y compris le rejet de l'hégémonie américaine sur la politique et le commerce, il y a fait référence en disant que « L'équilibre du pouvoir mondial se déplace, avec de nouvelles puissances qui gagnent rapidement en importance, et d'autres qui s'affirment davantage dans leur région. » Il a spécifiquement ciblé le Venezuela, présentant la sale tentative du Canada pour fomenter le changement de régime d'un gouvernement démocratiquement élu par le biais du Groupe de Lima - une violation manifeste du droit international - comme la défense de la démocratie.



Ce conflit entre l'autorité et les conditions était bien visible à Munich, avec, d'un côté, les soi-disant dirigeants présents à la conférence pour décider de la prochaine cible du bellicisme de l'OTAN afin de consolider le diktat impérialiste sous le couvert des « valeurs occidentales », et de l'autre, ceux qui manifestaient à l'extérieur à la défense des intérêts des peuples opprimés du monde et à la défense de la paix internationale.

Dans l'appel à la manifestation de masse durant la conférence de cette année, les activistes antiguerre ont fait valoir que la définition de la sécurité chère à la conférence de guerre de

Munich « n'est pas, comme le prétend le dirigeant de la conférence Wolfgang Ischinger, la



'résolution pacifique des conflits', ni la sécurité des peuples d'ici ni celle des peuples d'ailleurs dans le monde, mais bien la suprématie de l'Occident avec son système économique capitaliste fondé sur l'exploitation des êtres humains et de la nature ».

Les activistes ont souligné comment ce système économique et l'agression militaire qui sert à l'imposer sont responsables de la promotion de coups d'État et des sanctions contre Cuba, le Venezuela et la Bolivie, par exemple, et les confrontations commerciales et économiques avec la Chine et la Russie, qui menacent d'éclater en guerres ouvertes. Ils affirment : « La politique prédominante de changement de régime et d'accès par la force aux ressources mène à la déstabilisation, aux sanctions, aux boycottages économiques, à la guerre civile et à la guerre. »

Alors même que le premier ministre Trudeau et d'autres prétendent que le Canada et d'autres « pays occidentaux » défendent la gouvernance basée sur les règles de droit, les activistes antiguerre soulignent que sous l'égide de ces pays, « La loi [internationale] est systématiquement violée, de récents exemples étant le génocide caché au Yémen par la coalition de guerre saoudienne, la guerre continue menant à la destruction de la Syrie et les attaques de la Turquie contre les Kurdes au nord-est de la Syrie. » En d'autres mots, la prétention que les pays « occidentaux » ont tous les droits de dicter et d'intervenir dans les affaires des autres est fermement rejetée.

Les activistes sonnent l'alarme face à la militarisation accrue de l'Allemagne. Ils expliquent que depuis 1992, selon les principes directeurs de la politique de défense du gouvernement allemand, « le maintien du libre-échange mondial et l'accès illimité aux marchés et aux matières premières partout dans le monde » sont « primordiaux aux intérêts de la sécurité de l'Allemagne ». Le gouvernement allemand s'est engagé à doubler son niveau de dépenses militaires de 2018 d'ici 2031. L'Allemagne et la France ont les programmes d'armements les plus onéreux de l'Europe, et le réarmement massif de l'armée allemande a comme unique but les interventions agressives, et non la défense, et est partie intégrante de la militarisation globale de l'Union européenne, font remarquer les activistes. Il s'agit, soulignent-ils, de la continuation du réarmement de l'Allemagne initié il y a vingt ans par un gouvernement de coalition du Parti social-démocrate et du Parti vert, qui a autorisé la participation de l'Allemagne dans l'invasion illégale par l'OTAN de la Yougoslavie.



Comme le montre l'exemple de la Yougoslavie, les guerres menées par les pays de l'OTAN pour imposer leurs intérêts économiques et de pouvoir se font au prix de nombreuses vies, de la dévastation de régions entières dans le monde qui prive les futures générations de leurs moyens de subsistance et force les peuples à fuir massivement, ont souligné les activistes. Et pourtant, en pleine connaissance des conséquences de leurs gestes, « les représentants de la 'communauté des valeurs' continuent d'escalader leurs activités. »

La plus récente CMS met en lumière que les soi-disant valeurs occidentales et les pays dont les gouvernements y adhèrent en ayant recours aux menaces d'interventions et à la force de l'OTAN et à d'autres moyens agressifs font face à une crise irréversible. Ce qui compte, c'est que les travailleurs du monde soient à la hauteur des défis actuels, qu'ils continuent de parler en leur propre nom, d'être actifs dans l'opposition au bellicisme de l'OTAN et s'organisent et s'investissent



eux-mêmes du pouvoir pour que les crises auxquelles l'humanité est confrontée soient résolues en faveur des peuples et dans l'intérêt de la paix internationale.







Photos : Anti Siko, Sabine, Pressenza Deutch, M. Bernstein, Indian Solidarity Network)



## L'Accord États-Unis-Philippines sur les forces en visite

### Les forces populaires ne se laissent pas détourner



Marche à Manille aux Philippines, la Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre 2019, dans le cadre de la lutte continue du peuple contre le régime brutal de Duterte

Le 11 février, le président des Philippines, Rodrigo Duterte, a informé le gouvernement des États-Unis qu'il mettait fin à l'Accord sur les forces en visite signé en 1999 entre les Philippines et les États-Unis. Les médias spéculent qu'il a pris cette mesure en réponse à l'annulation par le gouvernement américain du visa de voyage du sénateur Ronald de la Rosa, un des amis de Duterte et ancien chef de la police nationale philippine qui est responsable de la mise en oeuvre de la soi-disant « guerre contre la drogue » de Duterte, durant laquelle environ 30 000 personnes ont été

tuées et un règne de terreur a été perpétré contre les personnes progressistes et leurs organisations de masse.

Les forces révolutionnaires et patriotiques des Philippines demandent depuis le premier jour l'abrogation de l'Accord sur les forces en visite et d'autres traités inégaux, et le retrait de toutes les troupes étrangères du territoire philippin.

Le Front démocratique national des Philippines (NDFP) note que l'Accord sur les forces en visite est un affront à la souveraineté des Philippines. « Ces traités inégaux permettent aux forces militaires américaines de contrôler les appareils de sécurité et de renseignement du gouvernement de Manille, de maintenir des installations secrètes et d'entreposer des armes sur le territoire philippin, ainsi que de commettre des crimes contre le peuple philippin, notamment des viols et des meurtres », souligne le NDFP.

L'Accord sur les forces en visite fait partie du Traité de défense mutuelle de 1951 entre les États-Unis et les Philippines, et de l'Accord de coopération renforcée en matière de défense de 2014 qui permet aux États-Unis de mener des exercices militaires conjoints avec l'armée philippine et d'aider l'État philippin à réprimer le peuple et la lutte de libération nationale menée par la Nouvelle Armée populaire sous la direction du Parti communiste des Philippines.

L'Accord sur les forces en visite est la version philippino-américaine d'un Accord sur le statut des forces (SOFA) que les États-Unis ont conclu avec plus de 100 pays à travers le monde. Ces accords sont des instruments d'occupation et d'impunité américaine qui permettent aux États-Unis de placer des troupes et des armes dans divers pays du monde, comme en Corée du sud où ils ont déployé des missiles antibalistiques THAAD et d'autres armes, 28 500 soldats américains et des bases militaires pour menacer la République populaire démocratique de Corée et la Chine.

Jose Maria Sison, consultant en chef du NDFP, note qu'il faudra six mois avant que le retrait de l'Accord sur les forces en visite entre en vigueur et que beaucoup de choses peuvent se produire d'ici là. Selon lui, de nombreux dirigeants des forces armées philippines ont été formés aux États-Unis et sont des agents payés de la CIA et des services secrets américains qui ont un intérêt direct à maintenir l'Accord sur les forces en visite avec les États-Unis et à qui l'on dira de s'opposer à Duterte parce que l'accord est essentiel aux intérêts hégémoniques américains aux Philippines, en Asie de l'Est et du Sud-Est et dans le monde.

Le peuple combattant des Philippines a sa propre longue expérience des impérialistes américains. Dans la guerre civile qu'il mène contre l'État philippin, qui défend les intérêts privés des riches capitalistes et propriétaires locaux et donne carte blanche aux monopoles étrangers, y compris les sociétés minières canadiennes et autres, de violer et piller le peuple et les ressources des Philippines, il a gardé l'initiative entre ses mains. Il mène la lutte armée avec la Nouvelle Armée populaire sous la direction aguerrie du Parti communiste des Philippines pour débarrasser ses îles de la domination de l'impérialisme américain et de ses forces militaires et de tous les intérêts étrangers qui exploitent et oppriment le peuple. Il ne sera pas détourné par les manigances de Duterte qui est pris dans le filet des États-Unis et d'autres grandes puissances qui manoeuvrent pour le contrôle géopolitique de la région pour leurs propres intérêts étroits.





**90e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Vietnam**

## **Les Vietnamiens célèbrent les grandes réalisations de leur Parti**



**Spectacle culturel à Hanoï, le 1er février 2020, à l'occasion du 90e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Vietnam.**

Le 3 février, le peuple vietnamien a célébré le 90e anniversaire du Parti communiste du Vietnam (PCV), fondé par son dirigeant légendaire Ho Chi Minh.

Lors d'une cérémonie à Hanoï, le secrétaire général du Comité central du PCV et président, Nguyen Phu Trong, a déclaré que le PCV est la seule organisation politique au Vietnam qui a la qualité, l'intelligence, l'expérience, le prestige et la capacité de diriger le pays pour surmonter toutes les difficultés et les défis, et pour mener la cause révolutionnaire nationale d'une victoire à l'autre.

L'événement a été honoré de la présence du premier ministre Nguyen Xuan Phuc, de la présidente de l'Assemblée nationale Nguyen Thi Kim Ngan et de nombreux autres dirigeants en exercice et anciens dirigeants du Parti, de l'État et du Front de la patrie vietnamien, ainsi que d'anciens combattants de la révolution.

Nguyen Phu Trong a rappelé le processus de fondation, de formation, de dévotion et de développement du PCV et a souligné l'importance historique de sa fondation le 3 février 1930.



**Le secrétaire général du Comité central du PCV et président du Vietnam Nguyen Phu Trong parle à Hanoi, le 3 février 2020.**

« La réalité diverse et vivante de la révolution vietnamienne au cours des 90 dernières années a démontré que la direction clairvoyante et judicieuse du Parti est le facteur décisif de toutes les

victoires de la révolution vietnamienne et des nombreux exploits enregistrés par le pays », a-t-il déclaré.

Évoquant les réalisations du Vietnam au cours de près de 35 ans de renouveau, Nguyen Phu Trong a déclaré que le Vietnam est devenu un pays en développement à revenu intermédiaire avec des perspectives sociales et politiques stables ; la défense nationale, la sécurité, l'indépendance et la souveraineté ont été fermement maintenues, et sa position et son prestige sur la scène internationale ont été renforcés.

Le pays, jusqu'à présent, est devenu membre de la plupart des organisations internationales et en est un membre actif et responsable de la communauté, a-t-il souligné, notant que le Vietnam a été élu récemment pour la deuxième fois membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies lors d'un vote à majorité écrasante.



Sur le front de la construction du parti, Nguyen Phu Trong a souligné la nécessité de perpétuer les magnifiques traditions du Vietnam, tout en maintenant et en développant la nature révolutionnaire du parti et son rôle de pionnier. Il a dit que le Parti doit être fort et fondé sur des principes quand il s'agit de sa politique, de son idéologie, de sa morale, de son appareil et de ses membres. Il doit rénover ses méthodes de direction, renforcer les relations étroites entre le Parti et le peuple, prévenir et lutter contre la dégradation, et accroître la capacité du Parti de diriger et de mener les batailles à venir.

Nguyen Phu Trong a également souligné les principales tâches à accomplir en 2020, la dernière année du mandat pour mettre en oeuvre les résolutions du 12e Congrès du Parti national, comme l'achèvement de tous les objectifs de développement socio-économique, le renforcement de la stabilité macro-économique, l'accélération de la mise en oeuvre des percées stratégiques, la restructuration de l'économie nationale en même temps que la réforme du modèle de croissance, la garantie de la sécurité sociale et du bien-être et l'amélioration du niveau de vie de la population.

Nguyen Phu Trong a appelé à redoubler d'efforts pour maintenir fermement l'indépendance et la souveraineté nationales, ainsi qu'un environnement pacifique et stable pour servir le développement national et promouvoir les relations extérieures.

Il a déclaré qu'il fallait porter attention à faire des congrès du parti des réussites à tous les niveaux en vue de la préparation du 13e congrès national du parti, ainsi qu'à la mise en oeuvre des résolutions sur la construction du parti adoptées lors des quatrièmes plénums des 11e et 12e comités centraux du parti, et de la directive numéro 5 du Bureau politique sur la promotion de l'étude et de la mise en oeuvre de la théorie et de la pratique du président Ho Chi Minh pour renforcer le travail de construction du parti et le travail de rectification.

Le PCV a reçu des messages de félicitations de dirigeants et de partis politiques du monde entier.

### **Éduquer les jeunes générations au sujet du Parti**

Un concours pour éduquer les jeunes Vietnamiens du pays et de la diaspora sur le Vietnam et le PCV a culminé avec une cérémonie de remise des prix lors d'un programme artistique intitulée « Mau co toi yeu » (La couleur du drapeau que j'aime) le 1er février à Hanoï.





**Spectacle culturel « Mau co toi yeu » à Hanoi, le 1er février 2020**

Organisé sur le réseau social VCNET par la Commission de popularisation et d'éducation du Comité central du Parti, le concours visait à célébrer la fondation du PCV et le 13e Congrès national du Parti qui se tiendra bientôt. Ce concours de 18 semaines a été lancé le 22 août 2019 et était ouvert à tous les adolescents et jeunes vietnamiens âgés de 9 à 30 ans dans le pays et à l'étranger. Les 138 questions portaient sur l'histoire du PCV et soulignaient les moments historiques des réalisations importantes du pays sous la direction du PCV et du président Ho Chi Minh, en particulier les luttes pour la libération, la construction et la protection nationales ainsi que dans le processus de renouveau actuel.

Le comité d'organisation a décerné 198 prix, dont 18 premiers prix, 36 seconds prix, 54 troisièmes prix et 90 prix de consolation.



## Lancement d'un livre



Le livre *Nguyen Ai Quoc - Ho Chi Minh sur la voie de la fondation du Parti communiste du Vietnam* du professeur associé Dr Le Van Yen, a été lancé le 6 février par la Maison d'édition de la sécurité publique. Il comporte trois chapitres : Ho Chi Minh - D'une personne patriotique à un soldat communiste ; Les activités et contributions d'Ho Chi Minh aux mouvements communistes internationaux ; et Ho Chi Minh - le fondateur du PCV.

## Émission d'un timbre commémoratif

Un timbre célébrant l'anniversaire du PCV a été dévoilé au public le 31 janvier. Conçu par le peintre To Minh Trang de la Société des Postes du Vietnam, il porte le numéro 90 sur le drapeau du Parti avec un portrait de feu le président Ho Chi Minh, le fondateur du Parti. Il comprend une image de colombe qui symbolise la paix et l'indépendance nationale, ainsi que des images de structures qui représentent les réalisations du pays dans l'économie, l'industrialisation et la modernisation sous la direction du Parti.



## Célébrations à Ho-Chi-Minh

Un programme de performances artistiques ainsi qu'une exposition photo ont été organisés dans la ville de Ho-Chi-Minh à l'occasion de l'anniversaire du PCV.

Le programme artistique comprenait 200 artistes exécutant des oeuvres célébrant les réalisations du Parti, de Ho Chi Minh, ainsi que les exploits glorieux de l'armée vietnamienne et du peuple dans la lutte pour la libération nationale, l'unité nationale, et la construction et la défense du pays.

L'exposition de photos sur la direction du PCV, située sur la rue piétonnière Nguyen Hue, était composée de 300 photos en noir et blanc et en couleur mettant en vedette toutes les luttes importantes menées sous la direction du Parti au cours des neuf dernières décennies, et la tradition révolutionnaire de la ville.





(VNA, CPV Online Newspaper. Photos : PCV, VNA, thanhuytphcm.vn)



## Célébration à Toronto



Le 1er février, une réunion commémorative a eu lieu à la salle des Métallos à Toronto pour souligner le 90e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Vietnam (PCV) par le légendaire dirigeant du peuple vietnamien Ho Chi Minh. La réunion était organisée par la Société d'amitié Canada-Vietnam, dont l'objectif premier est de consolider et de promouvoir les liens fraternels entre les peuples vietnamien et canadien.

La première personne à prendre la parole était Thanh Trinh, une jeune étudiante vietnamienne de l'Université York. Dans son allocution, madame Thanh a souligné le travail du PCV à mobiliser la jeunesse vietnamienne dans tous les domaines de l'édification nationale. Elle a souligné comment la jeunesse était aux premiers rangs de la longue lutte pour l'indépendance et comment ce legs avait pris forme aujourd'hui grâce à la formation de la jeunesse vietnamienne par le PCV dans la Ligue de la jeunesse communiste et d'autres organisations pour que les jeunes puissent prendre leur place en tant que dirigeants de la société vietnamienne, en mettant à contribution leurs habiletés et talents individuels et collectifs pour la nation. Elle a expliqué que plusieurs jeunes vietnamiens qui étudient présentement dans les institutions postsecondaires canadiennes retourneront au Vietnam où ils contribueront à bâtir leur pays.



Au nom du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), Louis Lang a rendu hommage à la contribution historique de Ho Chi Minh qui, très tôt dans la lutte anticoloniale, avait conclu que, sans parti communiste guidé par la théorie marxiste-léniniste, le peuple vietnamien ne pourrait mener à bien sa lutte pour l'indépendance et l'autodétermination. Il a souligné que le legs de Ho Chi Minh est toujours vivant dans le PCV, un parti révolutionnaire aguerri qui a la capacité de se rénover et de se consolider devant les développements internationaux complexes et qui continue de motiver, de diriger et d'organiser le peuple pour que celui-ci puisse atteindre les objectifs que le Vietnam s'est fixés. Il a fait valoir que le rôle du PCV a été décisif pour rehausser le prestige du Vietnam aux yeux de ses citoyens et sur le plan international.

Un des points principaux que Louis Lang a fait valoir est que l'exemple du PCV illustre comment la campagne actuelle menée par les défenseurs de la démocratie libérale pour caricaturer le parti



communiste et le communisme vise à dissimuler leurs propres crimes, et que, sans un parti communiste guidé par la théorie marxiste-léniniste, le peuple est privé de la conception du monde requise pour l'aider à retrouver ses repères dans le monde politique complexe d'aujourd'hui. Il a terminé en expliquant que le PCV s'est rénové pour être à la hauteur de la tâche de mobiliser le peuple vietnamien pour qu'il consolide sa démocratie socialiste et développe une économie indépendante tout en défendant des relations de paix et de fraternité avec toutes les nations et tous les peuples. Il a chaleureusement salué et félicité le PCV.

Plusieurs personnes qui ont participé à la discussion étaient jeunes à l'époque de la guerre du Vietnam. Elles ont parlé des nombreuses façons par lesquelles le monde entier avait été inspiré par le vaillant peuple vietnamien, qui s'est uni sous la direction de Ho Chi Minh et du Parti communiste du Vietnam pour organiser le peuple à faire les sacrifices nécessaires pour vaincre les impérialistes américains. Par exemple, Rolf Gerstenberger, l'ancien président de la section locale 1005 du syndicat des Métallos à Hamilton, qui est né aux États-Unis, a parlé de comment il avait résisté à la conscription, abandonné sa citoyenneté américaine et déménagé au Canada, tout comme des dizaines de milliers d'autres personnes. Il a dit qu'en tant que Canadien il avait participé avec les jeunes de cette époque dans l'opposition à la guerre des États-Unis contre le Vietnam et il a souligné qu'à cette époque les marxistes-léninistes du Canada étaient aux premières lignes du mouvement antiguerre. Il a dit que de constater ce que le Vietnam a pu réaliser sous la direction du Parti communiste du Vietnam était d'une grande inspiration.



Après la pause pour des rafraîchissements et un programme culturel, le président de la réunion a remercié toutes les personnes présentes pour leur participation et les a invités à développer la Société d'amitié Canada-Vietnam et à consolider les relations entre le peuple vietnamien et le peuple canadien dans l'intérêt de la paix et de l'amitié.





(Photos : LML)

Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)